Déclaration de l'UD CGT 13
Suite à l'intervention des milices privées
dans le conflit de Fralib

Trop, c'est trop, non seulement Unilever décide unilatéralement de fermer l'entreprise, mais de plus vient provoquer avec une armée de garde du corps devant l'entreprise en bloquant l'accès au site aux salariés.

Au final, 5 salariés se sont rendus aux urgences, par 2 fois les pompiers sont intervenus ce matin même sur le site.

L'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône et l'ensemble des syndicats CGT du département s'élèvent fortement devant de telles méthodes dignes d'un autre temps de la part d'Unilever, mais aussi de la part de la Préfecture, par la présence de la gendarmerie d'Aubagne qui ce matin est restée là sans bouger.

Alors que les syndicats CGT et CGC ont décidé d'appliquer les décisions de libre circulation ordonnée par le tribunal ;

Alors que la Direction a pu constater à plusieurs reprises, qu'elle pouvait entrer librement en présence de notre huissier de justice, elle cherche aujourd'hui à nous envoyer sur un autre terrain en jetant de l'huile sur le feu, en multipliant les provocations.

Aujourd'hui nous nous interrogeons, que fait la gendarmerie d'Aubagne dans ce conflit ?

A chaque fois que la Direction se présente sur le site, la gendarmerie est là, pourquoi faire ? Missionnée par qui ?

Les salariés sont des victimes, et luttent pour sauvegarder leurs emplois avec un projet alternatif crédible. Unilever doit négocier pour le maintien de l'activité à Gémenos.

Par ce conflit est mis en lumière les problèmes d'évasions fiscales, l'emploi et également les questions de coût du travail.

Dans un moment où la crise touche beaucoup de salariés, où l'emploi est fortement menacé, où l'austérité en Europe est à l'ordre du jour, est-il normal qu'un gouvernement comme la France n'agisse pas au nom de l'intérêt général, en faveur de l'emploi dans son propre pays ?

La population doit savoir qu'aucune réponse n'a été donnée aux courriers adressés aux Ministres pour une table ronde nationale.

L'union départementale CGT des Bouches du Rhône appelle tous les syndicats CGT à la vigilance, très vite elle prendra des initiatives pour une riposte à la hauteur des attaques portées contre les salariés de FRALIB.

Nous exigeons que l'Etat fasse cesser par tous les moyens en sa possession, les provocations de la Direction accompagnée en permanence par les forces de l'ordre.

Le gouvernement doit agir pour qu'Unilever se mette autour de la table, négocie et que le projet des salariés aboutisse.

Marseille, le 7 novembre 2011

Union Départementale CGT des Bouches du Rhône
Bourse du travail – 23 BD C. NEDELEC 13331 MARSEILLE CX 03
Tél. : 04 91 64 70 88 – Fax : 04 91 95 78 24 – mail : ud-cgt-13@wanadoo.fr – www.udcgt13.fr